

Programme d'action pour combattre l'insécurité alimentaire dans les crises prolongées du CSA (CSA-A4A)

Suivi des commentaires et suggestions concernant l'avant-projet version zéro du Programme d'action (à l'exclusion des ressources en ligne non sujettes à négociation) et présentation de leur traitement dans l'avant-projet version un, pour sa négociation par le Groupe de travail à composition non limitée du CSA du 29 juillet au 1^{er} août 2014

Note : Les propositions rédactionnelles et les suggestions de suppression et fusion pour les sous-paragraphes de chaque principe n'ont pas été incluses dans cette matrice car les sous-paragraphes ont été soumis à une édition extensive afin de les rendre plus concis, précis et orientés vers l'action, conformément aux recommandations des parties prenantes du CSA. La logique des propositions de changements rédactionnels a été prise en compte pour l'édition dans la mesure du possible, tout en répondant à la large demande d'une plus grande concision du document.

Thème	Description		Traitement dans l'avant-projet version un	Commentaire
Commentaires généraux				
Volonté politique	Souligner l'objectif du renforcement de la volonté politique et identifier des actions pour des acteurs spécifiques pour mobiliser un degré plus élevé d'engagement, au sein et à travers le système des Nations Unies		Renforcement dans les paragr. 12, 13, 15, 42-44	
Approche fondée sur les droits	Assurer la cohérence de tous les principes avec une approche fondée sur les droits et promouvoir la réalisation du droit à l'alimentation		Inclus dans le principe 1	
Orientation vers l'action	Renforcer l'orientation du document vers l'action		Les principes sont concentrés sur les actions à entreprendre (ou éviter) pour combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. La section du Plan d'action identifie des actions afin d'assurer	

			l'application du CSA-A4A et informer les politiques et actions.	
	Inviter les parties prenantes à s'engager à utiliser les principes afin de revoir et transformer leurs propres politiques et actions (Plan d'action)		Renforcement dans les paragr. 15, 27, 41, 42, 47-50	
	Souligner la nécessité d'éviter l'utilisation des méthodes connues et non spécifiques		Voir l'Introduction et les références concernant le besoin d'approches spécifiques au contexte	
Raccourcir le document	Supprimer les doublons		Raccourci par rapport à l'avant-projet version zéro	
	Ne pas répéter les éléments compris dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (GSF) adopté par le CSA		Complémentarité du CSA-A4A avec les orientations politiques existantes du CSA soulignée (paragr. 30)	Une large part du GSF est pertinente pour les crises prolongées
	Rendre le document plus spécifique aux situations de crise prolongée, càd que faut-il faire différemment dans ces contextes ?		Ensemble du document	
Élaborer deux documents (associés)	Un pour les décideurs politiques et un autre plus détaillé pour les responsables de la mise en œuvre des politiques		Le CSA_A4A est plus court et plus précis, il vise les décideurs politiques de haut rang. Les ressources en ligne d'accompagnement constituent un guide plus détaillé pour en appuyer la mise en œuvre. De plus, des documents de communication et diffusion seront mis au point tel que proposé dans la section du Plan d'action.	
Lien avec le GSF	Établir un lien plus fort et explicite avec le GSF		Traité dans la section « Positionnement » et le Principe 1	

Parties prenantes - rôles et responsabilités	Identifier qui est responsable de la direction / mise en œuvre des différentes actions		Responsabilités et rôles soulignés dans l'ensemble du document	
	Souligner les responsabilités des parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales		Paragr. 17, 25, 31 et 48	
	Mettre plus en avant la société civile Mettre en avant les populations touchées / à risque en tant que parties prenantes et non pas victimes		Paragr. 25, 32 (ii) et (iii), 33 (iii) et ailleurs	
	Clarifier les rôles et responsabilités du secteur privé		Paragr. 25 (vi) Le plupart des principes s'appliquent à toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé.	
Terminologie	Assurer un usage cohérent de la terminologie		Ensemble du document	
	Remplacer « groupes vulnérables » par « groupes en situation de vulnérabilité »		« Groupes vulnérables » retenu	Terminologie acceptée par l'ONU
	Remplacer « pourvoyeurs de l'aide » par « partenaires de développement »		Remplacé par « partenaires de coopération »	Terme plus inclusif et largement accepté
Délais	Assurer la cohérence de l'ensemble du document		Fait	
Ambition / réalisme	Assurer un équilibre adapté		Des références plus explicites aux contraintes dans les CP amènent des approches plus réalistes.	
Multisectoriel	Souligner les approches multisectorielles		Politiques et actions intégrales mises en avant	
Cohérence	Souligner la nécessité d'une approche cohérente et intégrale		Voir la section Objet et les paragr. 15, 23, 31 (ii), 34 (i), 36 (ii) et 38	
Personnes déplacées / réfugiés /	Assurer un traitement adapté de la situation des personnes déplacées à		Paragr. 6, 31 (iv), 32 (iii), 34 (vi)	

communautés d'accueil	l'intérieur d'un pays / réfugiés			
Genre	Assurer un traitement adapté des questions relatives au genre dans tous les principes		Dans l'ensemble du document, en particulier aux paragr. 6, 7, 25 (vii), 31 (v), 32 (i) et (iii), 33, 34 (ix), 35, 36 (iii) et 39 (vii)	
	Inclure une référence aux violences sexuelles et fondées sur le genre		Paragr. 35 (vi)	
Emploi des jeunes	Assurer le traitement des questions relatives à la jeunesse / l'emploi		Paragr. 25 (vii) et 35 (ix)	
Nutrition	Souligner les différents types de malnutrition		Paragr. 5 et 34 (ix)	
	Proposer un principe autonome se concentrant spécifiquement sur la nutrition.		Non inclus. Cependant, la question a été renforcée dans l'ensemble du document et en particulier dans le Principe 4 qui traite des causes immédiates et des besoins particulier des nourrissons, jeunes enfants et mères.	Les 10 principes ont été déterminés en octobre 2013.
	Mettre plus en avant la sous-nutrition chronique		Paragr. 5 et 34 (ix)-(x)	
	Souligner l'importance de l'alimentation sûre, abordable et nutritive pour l'obtention de résultats de développement		Dans la section Contexte et principe	
	Utiliser les termes sécurité alimentaire et nutrition / insécurité alimentaire et malnutrition dans l'ensemble du document		Fait	
	Encourager la prise en compte des objectifs de sécurité nutritionnelle dans les politiques nationales		Dans l'ensemble du document, en particulier au paragr. 34 (ix)	
Prévention	Mettre plus en avant la prévention		Dans l'ensemble du document dans le	

			cadre d'une approche intégrale, en particulier aux paragr. 12, 14, 15 et 34	
La résilience	Remplacer « résilience » par « systèmes de moyens d'existence et alimentaires résilients »		Fait	
Approche intégrale	Promouvoir une approche LARD (Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement) pour donner priorité à la sécurité alimentaire		Renforcé dans le cadre d'une approche intégrale	
Intégration avec des politiques et actions plus larges	Promouvoir l'intégration des politiques et actions pour la sécurité alimentaire et la nutrition avec des stratégies de développement plus larges		Paragr. 24, 31, 33 (i), 36 et 49	
Protection humanitaire, législation humanitaire internationale et droits de l'homme	Renforcé		Paragr. 21, 22 et 31	
	Percevoir l'aide humanitaire comme neutre et impartiale		Paragr. 22 et 31 (vi)	
Titre	Remplacer « Programme d'action » par « Principes d'action »		Il a été proposé de remplacer « Programme d'action » par « Cadre d'action ». Sera soumis à l'adoption de la plénière du CSA si recommandé par le GTCNL en juillet.	Un « cadre » décrit mieux la nature du document, et évite les possibles implications temporelles qu'un « programme » évoque.
	Ajouter « malnutrition » au titre du document		Il a été proposé d'inclure « et malnutrition » au titre. Sera soumis à l'adoption de la plénière du CSA si	Si la malnutrition est prise en compte dans l'ensemble du document,

			recommandé par le GTCNL en juillet.	le titre devrait également le refléter
Contexte et principe				
Causes	Se concentrer plus sur les causes sous-jacentes		Renforcé, en particulier aux paragr. 5, 9, 10, 11, 14, 33, 34 (i) et (iii), 35 (ii) et 38 (v)	Cependant, la majorité des parties prenantes considèrent que l'emphase devrait être mise sur une approche intégrale qui répond aux besoins immédiats, favorise la résilience et traite les causes sous-jacentes
Exemples	Retirer par ex. la référence au Sahel dans le paragr. 2		Retiré	Il est inapproprié de souligner certains contextes plutôt que d'autres
Paragr. 1	Inclure les conflits, guerres et occupations		Paragr. 5 et 36	Il est important de souligner ces causes et d'autres de l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il s'agit de termes admis en usage, par exemple, dans les Directives volontaires pour la gouvernance foncière.
Paragr. 2	Retirer les références à la Chine et l'Inde		Retiré	
Paragr. 4	En faire le paragr. 1		Pas de changement	Question discutable
Paragr. 5	Raccourcir		Rédaction révisée	Il est important de se référer à toutes les

				caractéristiques des crises prolongées, mais la rédaction a été resserrée.
	Considérer si la définition des crises prolongées peut être plus précise (critères indicatifs)		Rédaction révisée	En remarquant qu'il existe un large consensus pour l'approche consistant à reconnaître les caractéristiques communes des crises prolongées depuis le début du processus consultatif.
	Établir clairement que la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les crises prolongées nécessite une attention particulière car une telle déclaration fait défaut.		Paragr. 1 et 8	Il est nécessaire de souligner le principe de l'attention particulière portée aux crises prolongées et la valeur ajoutée du CSA-A4A
Paragr. 7 et 12	Intégrer		Édité et révisé	
Paragr. 8, 9 et 10	Fusionner		Édité et révisé	Toutes les questions sont importantes.
Paragr. 10	Retirer		Édité et révisé	De nombreuses parties prenantes reconnaissent le besoin de souligner les impératifs de l'action politique
Paragr. 11	Retirer		Édité et révisé	Il est important de souligner que les évaluations ont toutes établi le besoin de

				transformations politiques.
Paragr. 12 alinéa 7	Reformuler en tant que recommandation plutôt que problème		Paragr. entier retiré	
	Réduire		OK	
	Mettre en avant l'importance de la spécificité contextuelle		Voir paragr. 4, 9, 33 et 34 (ii)	
Paragr. 13	Retirer		Édité et révisé	
Objectif				
Paragr. 14	Inclure « la réalisation progressive du droit à l'alimentation » pour être cohérent avec le GSF		Inclus	
	Mettre en avant la prévention et la minimisation proactive de l'intensification – réponse opportune		Référence à la lutte contre les causes sous-jacentes. Prévention mise en avant dans l'ensemble du document.	
	Définir « exposition à un risque » Établir clairement les facteurs de risques et comment une population « exposée à un risque » de situation de crise prolongée est définie.		Clarifié dans le Glossaire	Participe à la réduction de la longueur du CSA-A4A
	Établir explicitement les avantages attendus de la mise en œuvre des principes		Clarifié dans la section révisée Objet (paragr. 15)	
Objet				
Paragr. 15	Établir l'intention de (i) améliorer à la fois les réponses politiques et techniques, et (ii) harmoniser l'action aux niveaux mondial, régional, national et local.		Le CSA-A4A s'adresse aux décideurs politiques ; les ressources en ligne aux spécialistes techniques.	
	Mettre en avant l'orientation politique		Paragr. 15, 19 et 27	

	Le document n'a pas pour objet d'être un Programme d'action mais uniquement une orientation pour des mesures politiques et actions		Il a été proposé de remplacer « Programme d'action » par « Cadre d'action ». Sera soumis à l'adoption de la plénière du CSA si recommandé par le GTCNL en juillet. Les principes visent à orienter les politiques et actions pour combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Le Plan d'action identifie des actions afin d'assurer l'application du CSA-A4A et informer les politiques et actions.	La plupart des parties prenantes estiment que le document devrait être concentré sur l'action afin d'assurer la mise en œuvre des orientations politiques du CSA-A4A
	L'objet devrait être comme suit : (1) réaffirmer l'importance de combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les crises prolongées ; (2) identifier et consolider les politiques et actions dont l'efficacité a été démontrée pour combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les situations de crise prolongée ; et (3) encourager l'engagement politique pour l'adoption de ces politiques et actions.		Traité dans la section Objet révisée	
Portée				
	Se concentrer sur les crises en situation de conflit car il apparaît que le GSF aborde de manière adaptée l'insécurité alimentaire et la malnutrition structurelle (chronique) dans les crises		Pas de changement	La plupart des parties prenantes estiment que le CSA-A4A devrait aborder tous les contextes où il existe des crises alimentaires /

	prolongées et les catastrophes naturelles			concernant les moyens d'existence sur le long terme ou récurrentes résultant de divers causes et leviers, à la fois d'origine humaine et naturelle.
Paragr. 16	Bien qu'étant volontaire, le CSA-A4A représente l'opérationnalisation d'obligations liées aux droits de l'homme dans le contexte de crises prolongées. Le paragr. 16 devrait clairement souligner que les obligations internationales auxquelles il est fait référence dans le CSA-A4A devraient être respectées.		Renforcé dans le paragr. 31	
Positionnement				
Paragr. 19	Inclure « obligations extraterritoriales »		Inclus dans le paragr. 17	
Paragr. 20	Utiliser « ne pas nuire »		« réduction des torts » retiré	Le concept de « ne pas nuire » est également décrit dans le Glossaire
	Ajouter « non-discrimination »		Ajouté	
	Ajouter « auto-détermination »		Non ajouté	La production et distribution alimentaires sont mises en avant ailleurs dans le document
	Mettre en avant la manière dont le CSA-A4A contribuerait aux objectifs de développement durable		Paragr. 23	
Paragr. 21	Supprimer – aucune valeur ajoutée		Supprimé. Références à l'intégration aux	

			paragr. 24, 31, 33 (i), 36 et 49	
Paragr. 21 (iv)	Utiliser dans la phrase « prévention de la corruption et des flux illicites » pour décrire l'objet poursuivi		Paragr. retiré	
	Conserver les trois premières lignes jusqu'à « ... crise prolongée », retirer le reste		Paragr. retiré	
Paragr. 22	Ajouter un alinéa concernant les petites, moyennes et grandes exploitations agricoles et les agriculteurs familiaux, ne pas inclure dans les entreprises privées		Édité et révisé	
Paragr. 23 et 24	Retirer		Édité et révisé	
	Se référer au Cadre d'action de Hyōgo		Cité dans les ressources en ligne	
Public				
	Remplacer le titre « Public » par « Parties prenantes »		Remplacé par « parties prenantes »	
	Rendre la section « Public » plus précise ; éviter la dilution des responsabilités		Maintenu.	Cohérent avec d'autres documents du CSA
PARTIE 1 – PRINCIPES D'ACTION				
Commentaires généraux				
	Chaque Principe devrait commencer par une déclaration de problème		Pris en compte	
	Les principes et sous-paragr. devraient se concentrer sur des actions		Désormais orientés vers l'action	
	Les mots clés devraient être soulignés		Non appliqué car trop sujet au débat	
	Inclure des actions de renforcement des capacités pour chaque Principe		Dans la mesure du possible	

	La formulation devrait être positive, avec l'utilisation d'une terminologie plus précise		Rédaction plus précise et positive	
	Mettre l'accent sur les responsabilités individuelles et les droits		Le document souligne les rôles et responsabilités	
Introduction				
	Supprimer ou résumer en un paragr.		Édité et raccourci	
	Insister sur la nécessité de mettre en œuvre tous les Principes simultanément		Paragr. 28 (mais pas simultanément)	
Paragr. 26	Résumer		Retiré	
Paragr. 30 alinéa 5	Reformuler comme « de compléter les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation dont disposent les populations touchées, plutôt que de nuire à ces capacités »		Retiré dans le cadre de l'édition générale de la section « Introduction »	
Paragr. 28, 29 et 30	Supprimer – ils présentent un seul Principe et insistent trop sur le concept de « résilience » qui est largement abordé dans le Principe 4.		Retiré dans le cadre de l'édition générale de la section « Introduction »	
Principe 1 – droits de l'homme et orientations du CSA				
Principe directeur	Ajouter « obligations extraterritoriales » à la terminologie		Voir description du principe directeur	
	Reformuler comme : « Assurer la protection de l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les crises prolongées tout en garantissant le respect des obligations internationales humanitaires et dans le domaine des		Principe reformulé comme suit : « Respecter les actuelles obligations internationales humanitaires et dans le domaine des droits de l'homme et s'appuyer sur les orientations politiques du CSA, dans les mesures mises en œuvre à	La protection de l'agriculture etc. fait déjà partie de l'objectif global du CSA-A4A

	droits de l'homme »		l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales. »	
Sous-paragr.	Évoquer la manière dont les obligations découlant de l'accès au libre commerce (par ex. dans le cadre du GATT) et la régulation et la gouvernance des marchés alimentaires internationaux sont liées à l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les situations de crise prolongée		Référence aux actions à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales, aux politiques nationales, aux systèmes alimentaires locaux	
	Souligner les approches centrées sur les personnes		Paragr. 31 (ii)	
	Se référer à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés		Paragr. 31 (vi)	
	Assurer que la terminologie liée aux obligations dans le domaine des droits de l'homme est cohérente avec les textes en vigueur dans les instruments sur les droits de l'homme existants et fait clairement référence aux questions de la sécurité alimentaire et la nutrition.		Vérifié	
	Souligner que les citoyens (y compris les entreprises, communautés, individus etc.) ont des responsabilités ainsi que des droits		Renforcé	
	Souligner que les gouvernements ont la responsabilité de créer un environnement politique qui « permette » et « impose » un		Paragr. 31 et dans l'ensemble du document	

	comportement responsable			
	Mentionner une protection tenant compte du genre		Paragr. 31 (v)	
	Souligner que la résilience doit être conçue comme fondée sur les droits.		Ensemble du document	
	Utiliser « élimination des torts » (retirer « atténuation »)		Amendé	
	La gouvernance est traitée dans le Principe 7, les répétitions devraient être évitées et chaque principe devrait se concentrer sur une question centrale à traiter.		Le Principe 1 se concentre maintenant sur le respect des obligations internationales et la gouvernance est traitée dans le Principe 7.	
	Retirer la référence au GSF car il est traité dans la section Positionnement		Référence retenue car une majorité des parties prenantes a convenu que ce Principe devrait promouvoir l'utilisation des orientations politiques existantes du CSA dans les situations de crise prolongée et souligner la pertinence particulière du GSF.	
	Il est nécessaire d'évoquer plus avant la manière d'équilibrer le besoin de répondre aux nécessités humanitaires rapidement et impartialement avec celui d'aider à construire les capacités d'institutions nationales pour la préparation et l'intervention face aux urgences et la gestion des risques.		Les deux questions sont mises en avant dans le cadre d'une approche intégrale, en reconnaissant les différences de contexte et donc d'approche (voir aussi paragr. 37)	
Principe 2 – Politiques et actions nationales				
Principe directeur	Utiliser un terme plus fort que « faciliter »		Remplacé par « soutenir »	
	Concentrer le principe sur		Amendé dans ce sens	

	l'appropriation nationale et la participation des parties prenantes nationales			
Sous-paragr.	Réorganiser les sous-paragr. pour aborder les gouvernements nationaux avant de traiter les partenaires de coopérations extérieurs		Fait	
	Rendre spécifique aux crises prolongées		Fait, par ex. au paragr. 32 (v)	
	Mettre en avant également les rôles et responsabilités des gouvernements et autorités locaux		Voir paragr. 31 (vi) et 37	
	Clarifier la signification d'« appropriation nationale »		Paragr. 32 (i), (ii) et (iii)	
	Établir un équilibre entre la souveraineté et les situations où la responsabilité des autorités nationales envers les citoyens n'est pas exercée, et où il peut y avoir une obligation d'intervention internationale		Paragr. 31 (viii), 32 (v) et 37 (vii)	
	Ajouter des mesures spécifiques à la manière d'assurer la participation de toutes les parties prenantes		Voir paragr. 32 (iii)	
Principe 3 - analyse				
Principe directeur	Ajouter « améliorer la conception » avant des « analyses exhaustives »		Principe édité pour être plus court	
Sous-paragr.	Reconnaître qu'il pourrait être impossible d'obtenir des informations exhaustives du fait par ex. de l'insécurité		Voir paragr. 33 (iii) « toutes les informations disponibles... »	

	Mettre en avant l'alerte précoce		Voir paragr. 33 (iv)	
	Mettre en avant le suivi et l'évaluation		Couvert dans le Principe 9	
	Faire la distinction entre les évaluations coordonnées et les analyses conjointes		Voir paragr. 33 (iii)	
	Mettre en avant l'analyse de la situation des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur d'un pays		Paragr. 33 (ii) et (iii)	
	Mettre en avant la nature multidimensionnelle des crises prolongées, et par conséquent de leur analyse		Dans l'ensemble du paragr. 33	
	Remplacer « partenaires de coopération extérieurs » par « toutes les parties prenantes »		Modifié	
Principe 4 – politiques et mesures				
Principe directeur	Ajouter « intégrées dans des programmes nationaux larges de construction de la paix, de développement et de réduction des risques de catastrophe »		Traité aux paragr. 24, 31, 33 (i), 36 et 49	
	Inclure « fondées sur les droits » dans la formulation du principe		Souligné ailleurs, en particulier dans le Principe 1	
Sous-paragr.	Mettre plus en avant le rôle des interventions fondées sur les transferts d'espèces et les marchés		Paragr. 34 (viii)	
	Mettre en avant le soutien aux systèmes, marchés et réserves alimentaires locaux		Paragr. 34 (iii) et (viii)	
	Souligner que les mesures devraient		Paragr. 33 (ii) et 34 (iii)	

	soutenir les stratégies d'adaptation positives			
	Reconnaître qu'il est difficile d'obtenir un équilibre dans l'approche sur deux fronts		Pas de changement	
	Ajouter des références à l'approche sur deux fronts dans la section « Positionnement » ou le Glossaire		Maintien, mais également ajout au Glossaire	
	Souligner le droit des réfugiés à travailler et percevoir un revenu		Paragr. 34 (vi)	
	Souligner que l'accès aux services de santé (et donc de nutrition) doit être assuré (en tant que droit fondamental) pour toutes les populations		Intégration de la sécurité alimentaire et la nutrition avec d'autres secteurs soulignée dans l'ensemble du document	
	Se référer à l'insuffisance pondérale et l'émaciation		Paragr. 5 et 34 (ix)	
	Les politiques ne devraient pas nuire à l'allaitement et aux pratiques d'alimentation complémentaires		Paragr. 34 (ix) et (x)	
	Se référer à l'ensemble des soins et actions spécifiques pour la nutrition nécessaires pour combattre la malnutrition		Voir paragr. 34 (ix) et (x)	
	Se référer au changement climatique ainsi qu'au caractère saisonnier		Paragr. 5, 33 (ii) et 34 (v)	
	Mettre en avant l'apprentissage issu des innovations locales et leur soutien		Paragr. 35 (x)	
Principe 5 – avoirs et ressources naturelles				
Principe directeur	Inclure « contrôle sur les avoirs et les ressources » – cohérent avec les		Référence dans la déclaration de problème et au paragr. 35 (iv)	

	Directives volontaires pour la gouvernance foncière			
	Reformuler comme « Promouvoir l'accès des petits producteurs d'aliments et des exploitants familiaux aux avoirs productifs et aux ressources naturelles, l'usage et la gestion soutenables des ressources naturelles avant et pendant les crises prolongées, ainsi qu'au sortir de ces crises. »		Principe raccourci	
Sous-paragr.	Clarifier le rôle du secteur privé		Tous les éléments du Principe 5 s'appliquent au secteur privé	
	Refléter la nécessité de soutenir non seulement les droits sur la terre, mais aussi entre autres l'accès aux marchés, aux financements, la disponibilité des infrastructures etc.		Non retenu.	La plupart des parties prenantes ont préféré se concentrer sur l'accès aux ressources naturelles
	Ajouter « Le fait de négocier une gestion responsable des ressources communes (par exemple l'eau, la terre ou les forêts) pourra faciliter la conclusion d'un accord sur d'autres questions auxquelles il est trop difficile de s'attaquer dans un premier temps. »		Paragr. 35 (ii)	
	Souligner la situation des pasteurs qui sont particulièrement touchés par les crises prolongées et les questions d'accès aux pâturages		Voir déclaration de problème au paragr. 35 et paragr. 35 (vi)	
	Prendre en compte l'accès aux ressources naturelles pour les		Paragr. 35 (v)	

	réfugiés			
	Clarifier par qui et comment les orientations sur la gestion des ressources devraient être mises au point et si les principes régissant ces orientations vont être spécifiques au contexte et faire partie de ce document		Retiré	
	Faire référence aux principes pour un investissement agricole responsable du CSA		Aucune référence encore incluse	Les principes pour un investissement agricole responsable seront examinés en vue de leur adoption par la plénière du CSA au même moment que le CSA-A4A. Ils ne constituent pas encore un document finalisé et seront soumis à négociation après le CSA-A4A.
	Utiliser les textes des Directives volontaires pour la gouvernance foncière		Voir paragr. 35 (i) qui renvoient les utilisateurs aux Directives volontaires pour la gouvernance foncière afin d'éviter les doublons etc.	
Principe 6 – consolidation de la paix, justice en période de transition				
Principe directeur	Retirer la première phrase		Retiré	
	Retirer la référence trop restrictive à « conflit violent »		Retiré	
Sous-paragr.	Établir une déclaration plus claire du problème liant consolidation de la paix et sécurité alimentaire		Clarifié	
	Refléter le rôle des missions des		Paragr. 36 (v)	

	Nations Unies et d'autre mission de consolidation de la paix, y compris la nécessité de telles missions pour (i) traduire les objectifs de sécurité alimentaire et nutrition dans les activités de consolidation de la paix, et (ii) assurer qu'aucune opération militaire ne nuise à la sécurité alimentaire et la nutrition.			
	Les parties prenantes devraient faire tout leur possible pour atténuer et éliminer divers facteurs externes qui alimentent les conflits ou crises prolongées et nuisent à la sécurité alimentaire et la nutrition		Paragr. 36 (i)	
	Remplacer « insécurité » par « occupation et guerre »		Voir déclaration de problème	
Principe 7 – gouvernance				
Principe directeur	Ce principe devrait être reformulé afin d'aller plus en profondeur dans le traitement de la gouvernance et des institutions faibles et en établissant plus l'actions concrètes à entreprendre pour traiter ces situations.		Reformulé	
Sous-paragr.	Inclure les risques et l'impact sur les conflits interinstitutionnels dans ce principe		Non retenu.	
	Ajouter « meilleure coordination » et « aux niveaux locaux et nationaux »		Ajouté au principe directeur	
	Souligner que les gouvernements nationaux, avec le soutien des		Paragr. 37 (ii), (iii) et (vi)	

	institutions et donateurs internationaux, devraient assurer le renforcement des capacités des institutions pertinentes pour combattre les crises prolongées			
	Souligner que les populations touchées devraient participer à la promotion / aux mécanismes de bonne gouvernance		Paragr. 37 (viii)	Abordé dans le Principe 2 et les principes forment un tout ; il est nécessaire d'éviter les répétitions
	Une société civile forte est une condition essentielle à la bonne gouvernance		Voir paragr. 32 et 37 (viii)	
	Se référer au « New Deal pour l'engagement dans les États fragiles »		Non inclus.	Il a été convenu lors de la session d'octobre 2013 du GTCNL de ne pas inclure de références à des initiatives internationales spécifiques car elles n'ont pas toutes nécessairement été ratifiées par tous les États membres du CSA. Le New Deal est référencé dans le Glossaire.
	Souligner le besoin d'investissements agricoles et de création d'un environnement favorisant la sécurité alimentaire		Voir paragr. 34 (iii)	

Principe 8 – financement				
Principe directeur	Aucun commentaire reçu			
Sous-paragr.	Mettre en avant la mobilisation des ressources nationales dans les pays touchés		Paragr. 38 (i)	
	Souligner le besoin d'une meilleure coordination entre les agences des Nations Unies et les partenaires du développement, tout en reconnaissant les efforts existants		Paragr. 37 (v) et 38 (vii)	
	Mettre en avant une utilisation efficiente et opportune des ressources		Paragr. 38 (ii), (iii), (v) et (vi)	
	Utiliser une formulation plus positive pour encourager le financement flexible innovant / refléter une approche LARD		Paragr. 38 (ii)	
	Souligner les coûts opérationnels réduits résultant de la préparation, l'intervention rapide et la planification de long terme		Paragr. 38 (v)	
	Adapter à toutes les sources de financement, y compris les autorités nationales et locales		Fait	
	Se préparer à prendre en compte le risque de niveaux plus importants d'investissements en amont dans les situations de crises prolongées		Paragr. 38 (v)	
	Souligner que le financement ne devrait pas encourager la dépendance		Dans l'ensemble du document, par ex. mise en avant du renforcement des institutions et capacités locales	

Principe 9 – apprentissage				
Principe directeur	Remplacer « continuellement » par « lorsque nécessaire »		Paragr. 39 (ii)	
Sous-paragr.	Souligner le besoin d'effets de rétroalimentation entre l'apprentissage et les politiques		Paragr. 39 (ii)	
	Mettre en avant le suivi et l'évaluation		Le paragr. entier a été renforcé dans ce sens	
	Mettre en avant l'importance des connaissances locales		Paragr. 35 (x), 39 (iii) et 39 (vi)	
	Souligner le rôle de la recherche sur l'agriculture		Paragr. 39 (vi)	
	Inclure des références à de la documentation et des stratégies de diffusion		Paragr. 39 (v) et section Plan d'action	
	Souligner le besoin d'agir de manière coordonnée et harmonisée		Paragr. 39 (xi)	
Principe 10 – responsabilité				
Principe directeur	Inclure une référence à la malnutrition		Voir déclaration de problème	
	Liens forts avec le Principe 7 ; considérer un placement en tant que Principe 8		Pas de changement	L'ordre des Principes a été débattu et largement accepté lors d'une précédente réunion du GTCNL mais les doublons ont été évités
	Considérer une fusion avec le Principe 7		Pas de changement	
	Opinions divergentes concernant l'inclusion / le retrait de l'expression « y compris les populations touchées » dans la description du principe		Phrase retirée.	Considéré comme implicite du fait du paragr. 25
Sous-paragr.	Clarifier qui est responsable face à		Voir déclaration de problème	

	qui			
	Mentionner clairement la société civile et les populations touchées		Paragr. 40 (i)	
	La phrase commençant par « Des efforts particuliers devraient être faits... » devrait être supprimée car le traitement de l'exploitation et des abus, y compris sexuels, dépasse le mandat du CSA 39.		Maintenu.	Les parties prenantes ont convenu qu'il était important et pertinent de souligner que l'exploitation et l'abus par toute personnes associée à une intervention pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les crises prolongées devraient être prévenus afin de ne pas nuire à l'impact et l'effectivité et en s'inscrivant dans un cadre de responsabilité plus large.
	Souligner le droit des réfugiés à la protection contre toute forme d'exploitation ou d'abus		Paragr. 40 (iii)	
	Ajout de « mécanismes inclusifs »		Paragr. 40 (ii)	
Plan d'action				
Paragr. 41	Utiliser une terminologie relative aux besoins de communication, y compris la nécessité de mettre au point des outils faciles d'utilisation		Paragr. 45 et 46	
	La société civile pourrait mettre au point un manuel de mise en œuvre simplifié facile et accessible pour les		Paragr. 45	

	communautés touchées, incluant différents groupes de base de la société civile			
Ajouter un paragr.	Il convient d'appeler à la préparation d'un inventaire facile d'utilisation des normes qui abordent les crises prolongées ; cet outil permettra à toutes les parties, à la fois au sein des agences et sur le terrain, de bénéficier d'une référence commune, accessible et multilingue adaptée à leurs besoins afin de faire des choix et prendre des décisions informées et respectueuse des cadres législatifs dans leur travail sur les crises prolongées au sein de celles-ci.		Paragr. 53	
	Il convient d'appeler à la préparation d'un kit de réforme politique pouvant encourager et orienter les états pour la réforme de leur élaboration de politiques fondée sur l'inventaire des normes qui abordent les crises prolongées		Paragr. 53	
Paragr. 45	Ajouter à la fin : « et localement dans les pays touchés par des crises prolongées. »		Maintenant pertinent pour le paragr. 58	
Ajouter un paragr.	Il convient de mettre à l'essai l'ensemble des 10 Principes dans un pays (ou une région) où, sur la base des conditions existantes, on pourrait s'attendre au développement d'une crise		Non inclus – trop détaillé. Pourrait être pris en compte pour un suivi futur de l'application et l'impact du CSA-A4A (voir paragr. 54-56)	

	prolongée de la sécurité alimentaire (par ex. forte croissance de la population, taux élevé de HIV-SIDA, faibles précipitations, fortes précipitations soumises à une forte variabilité par le changement climatique, etc.), mais où cela n'a pas été le cas. Après le choix du pays / de la région, analyser les raisons pour lesquelles une crise prolongée de la sécurité alimentaire n'a pas eu lieu – autrement dit, analyser les raisons allant à l'encontre des 10 Principes.			
Paragr. 48	Considérer sa suppression		Supprimé.	
Paragr. 49	Remplacer par « aussi souvent que nécessaire »		Remplacé par « examiné régulièrement et mis à jour comme il convient, compte tenu des enseignements tirés, ceci devant se traduire dans les futures versions du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition »	
Paragr. 50	Mentionner le besoin d'indicateurs pour établir un suivi de la sécurité alimentaire et la nutrition		Paragr. 59	
	Clarifier le mécanisme de soutien coordonné et cohérent aux pays		Paragr. 61,62	
	Pas convaincus du besoin d'un groupe de travail technique. Les rôles devraient être répartis à l'échelon national et régional autant que faire se peut. En cas de besoin d'un soutien mondial, les mécanismes existants devraient être		L'accent sera mis sur les rôles à l'échelon national et régional et l'appui sur les mécanismes existants.	Néanmoins, certains rôles doivent clairement être attribués au niveau mondial à travers un mécanisme (à définir) coordonnant les capacités existantes, par

	utilisés (traitant de questions plus larges), par ex. la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies			ex. un système de soutien mondial, recueillant et diffusant les enseignements tirés et révisant le CSA-A4A à la lumière des expériences ; une demande similaire a été constatée pour la mise en œuvre des Directives volontaires pour la gouvernance foncière, et la mise au point d'un système de soutien a été débattues lors de la 39 ^{ème} réunion du CSA pour aborder : 1. Sensibilisation 2. Renforcement des capacités 3. Soutien aux pays 4. Renforcement des partenariats 5. Suivi et évaluation
	Le rôle du CSA et des bureaux régionaux des agences consiste à contribuer à une attention adaptée portée à la sécurité alimentaire et la nutrition dans les initiatives et structures existantes et à la portée plus large		Paragr. 44, 49, 51 et 52	
	Besoin certain d'un groupe de travail		Paragr. 61,62	

	technique afin d'assurer la coordination et la cohérence du soutien au niveau mondial			
--	---	--	--	--